



68^e session de l'Assemblée générale
5^{ème} commission

Points 142 et 132 de l'ordre du jour

Rapport d'activité du BSCI
Examen de l'efficacité: rapport annuel du CCIQA
Report on OIOS activities
Review of efficiency: IAAC annual report

New York, le 7 octobre 2013

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein.

Nos délégations saluent la présentation du rapport du Bureau des services du contrôle interne (BSCI) pour la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013, de même que le rapport d'activité du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (CCIQA), qui couvre la période du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013.

Pour commencer, permettez-nous de féliciter Mme la Secrétaire générale adjointe Carman Lapointe pour avoir mené à terme le travail de compilation et de définition des termes clefs relatifs aux activités de contrôle. Etant donné que le BSCI a commencé à publier ses rapports d'audit interne sur son site à titre expérimental, il est d'autant plus important de définir clairement les nombreux termes techniques. Cela permet d'assurer une meilleure compréhension de ces rapports tant par les Etats membres que par le public. Nous sommes également satisfaits de constater que la part des postes vacants est restée stable malgré la période de transition actuelle due à la réorganisation des fonctions d'investigation liées aux opérations de maintien de la paix.

Alors que ces développements sont très positifs, la Suisse et le Liechtenstein souhaiteraient cependant aussi évoquer quelques préoccupations dans le domaine du contrôle.

Premièrement, nous regrettons l'accumulation de recommandations dites critiques qui n'ont pas encore été mises en œuvre. Nous encourageons la direction à fixer des délais plus réalistes pour cette mise en œuvre, et nous appelons le Secrétaire général à demander des comptes aux départements et à leurs responsables lorsque des échéances ne sont pas respectées.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Deuxièmement, nous constatons une nouvelle fois que la gestion du risque dit d'entreprise ou institutionnel reste un domaine dans lequel l'inertie institutionnelle est particulièrement forte. Une approche intégrée du risque pour l'ensemble de l'Organisation fait toujours défaut. A ce propos, nous estimons que l'analyse des tendances des risques recensés à l'occasion des audits internes, présentée pour la deuxième fois dans le rapport annuel du BSCI, n'a pas été suffisamment approfondie. Cela nuit à une bonne compréhension de la structure des risques auxquels fait face l'Organisation.

Troisièmement, il nous semble que le potentiel en matière de coopération et de synergies entre les trois divisions du BSCI n'a pas encore été pleinement exploité. Nous espérons que la répartition actuelle des tâches entre la Secrétaire générale adjointe et le Sous-secrétaire général permettra de progresser vers cet objectif. Nous trouvons également important que la Secrétaire générale adjointe soit davantage en mesure de conseiller le Secrétaire général lorsqu'il se lance dans de nouvelles initiatives de changement ou de réorganisation des activités. La participation de la Secrétaire générale adjointe aux réunions du Comité de gestion en qualité d'observateur a certainement constitué un pas important dans cette direction. Il vaudrait cependant la peine de considérer s'il ne serait pas encore plus profitable pour la Secrétaire générale adjointe de bénéficier du même statut que les autres membres de ce Comité.

Monsieur le Président,

Nous souhaiterions attirer l'attention des Etats membres sur le fait que nous allons réexaminer le mandat du BSCI dans un an. Chacune des trois divisions du BSCI a été récemment soumise à une évaluation externe. Dans la perspective du réexamen du mandat du bureau par les Etats membres, nous pensons que les résultats des évaluations externes sont également susceptibles de les intéresser. La proposition de transférer dans le BSCI toutes les fonctions d'investigation du secrétariat constitue une piste digne d'être examinée, et nous nous réjouissons de recevoir des informations plus détaillées sur cette question. Dans ce contexte, nous attendons également du Secrétaire général qu'il soumette à temps à l'Assemblée générale le rapport contenant des informations détaillées sur les mandats relatifs à l'examen d'ensemble consacré aux investigations à l'Organisation, tel que requis par la résolution 62/247. Il est en effet important que ces informations soient disponibles lors de l'examen du mandat du BSCI pendant la 69^{ème} session.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honor to speak on behalf of Switzerland and Liechtenstein.

I would like to begin by welcoming the introduction of the report of the Office of Internal Oversight Services (OIOS) on its activities for the period from 1 July 2012 to 30 June 2013 as well as the report on the activities of the Independent Audit Advisory Committee (IAAC) for the period from 1 August 2012 to 31 July 2013.

At the outset, we would like to commend the Undersecretary-General Carman Lapointe on finalizing the work related to the compilation and definition of key oversight terms. Given that OIOS has started to publish its internal audit reports on its website on an experimental basis, it is all the more important to clearly define the many technical terms in order to ensure that audit reports are better understood by both Member States and the wider public. We also note with satisfaction that the vacancy rate has

remained stable despite the ongoing transition period resulting from the reorganization of the peace-keeping investigations function.

While these developments are very positive, Switzerland and Liechtenstein would also like to raise a few points of concern in the area of oversight:

First of all, we regret that the number of past due critical recommendations is accumulating. We encourage management to set more realistic timelines for the implementation of recommendations, and we urge the Secretary-General to hold the concerned departments and managers accountable if deadlines are being missed.

Secondly, we note, once again, that Enterprise Risk Management continues to be an area where the institutional inertia is particularly prevalent. An overarching approach to looking at risks across the entire Organization is still lacking. In this context, we also think that the internal audit risk trend analysis, which has been included in the OIOS annual report for the second time now, has not been sufficiently developed to be able to contribute to a better understanding of the risk landscape of the Organization.

Thirdly, we believe that there is still untapped potential in enhancing cooperation and maximizing synergies between the three divisions of OIOS. We hope that the current division of labor between the Undersecretary-General and the Assistant Secretary-General will benefit this goal, and that the Undersecretary-General is still able to provide advice to the Secretary-General on a continuous basis when he embarks on new business transformation initiatives. The participation as observer of the Undersecretary-General in the meetings of the Management Committee has certainly been an important step in this direction. It may, however, be worthwhile to consider whether or not it would be of even more value if she could enjoy the same status as the other members of the Management Committee.

Mr. Chairman,

We would like to draw the attention of Member States to the fact that in a year from now we will be reviewing the mandate of OIOS. All three divisions of OIOS have recently undergone an external review. We believe that the outcome of these external reviews might also be of interest to Member States in view of their own review of the Office's mandate in a year's time. The proposal to transfer all investigations functions in the Secretariat to OIOS already provides some food for thought and we look forward to receiving more detailed information about this proposal. In this context, we would also expect that the Secretary-General submit the terms of reference requested in GA resolution 62/247 on strengthening investigations to the General Assembly in time for the review of the mandate of OIOS during the sixty-ninth session.

Thank you, Mr. Chairman.